

COMMUNIQUÉ

Le projet de loi de finances 2013 prévoit 2 353 nouvelles suppressions d'emplois pour le Ministère de l'Économie et des finances, qui viennent s'ajouter aux plus de 22 000 subies ces dix dernières années.

La Fédération des Finances FO dénonce avec fermeté la poursuite de cette politique qui se concrétise par le non remplacement de trois agents sur quatre partant à la retraite.

Ce projet de budget aura pour conséquence une détérioration aggravée des conditions de travail dans les services économique et financier et en conséquence du service rendu aux usagers.

En cette période de crise économique, où l'Etat souhaite résorber les déficits publics, **FO Finances** condamne une politique budgétaire qui grève les moyens humains, mais aussi de fonctionnement (-4,6%), des directions de Bercy.

Ces suppressions d'emplois signifient également de nouvelles restructurations, aboutissant au final par la fermeture de services publics économique et financier, en particulier en milieu rural et périurbain.

Pour FO Finances, la priorisation des missions du Ministère de l'Économie et des Finances doit être une absolue nécessité pour une lutte efficace contre les fraudes fiscales, économiques et industrielles.

Paris, le 1^{er} octobre 2012